ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 28 septembre 1950, d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi"modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1er juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947", a donné en sa séance du 2 octobre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e September 1950 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem binnen een termijn van ten hoogste drie dagen van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, zoals geordend bij het besluit van de Regent van 12 September 1946 en gewijzigd bij de wet van 1 Juli 1948 en bij de besluitwetten van 8 Januari en 25 Februari 1947", heeft ter zitting van 2 October 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet appelle les remarques suivantes :

Intitulé.

L'intitulé devrait être modifié comme suit :

" Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré".

Article 1er.

1.

Dans le liminaire, le Conseil d'Etat propose de modifier l'ordre des dispositions modificatives ainsi qu'il suit :

" ..... coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et la loi du 1er juillet 1948, est remplacé par ....."

2.

L'allusion à la maladie est omise dans le nouvel article 6, parce que la question est réglée par les dispositions réglementaires relatives à l'assurance maladie-invalidité.

../..

Article 2.

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour le liminaire et le premier alinéa du nouvel article 22:

"Article 2.-

L'article 22 des mêmes lois est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 22.- Toute personne qui n'est pas assurée obligatoirement en vertu des dispositions du Titre 1er peut, dès l'âge de six ans, faire des versements aux fins et conditions prévues à l'article 17.

..... (la suite comme au projet) .....".

Article 3.

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"Article 3.- L'article 40, § 1er, B, dernier alinéa, des mêmes lois, est remplacé par la disposition suivante :

Les assujettis à la loi relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés ne peuvent bénéficier de la majoration de rente de vieillesse sans enquête sur les ressources que s'ils établissent que leur rémunération moyenne n'a pas dépassé 120.000 francs par an, pour les cinq années précédant celle durant laquelle ils ont atteint l'âge de 65 ans ou de 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme ou, s'ils ont cessé toute activité professionnelle avant cet âge, celle durant laquelle cette activité a pris fin.

../..

Article 4.

1.

Il convient, dans le 3° du nouvel article 41, de faire de chaque phrase un alinéa distinct.

2.

Dans cette même disposition, le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "inclus" par "y compris" en vue de mettre le texte en concordance avec celui du nouvel article 48.

3.

En vertu des textes actuellement en vigueur, la présomption de liquidation s'attache aux versements faits au cours des années d'assurance 1932-1933, 1933-1934 et 1939-1940 à 1940-1945.

Le projet restreint cette présomption aux cas où l'assuré établit sa qualité de salarié, de chômeur ou de malade. Il pourrait en résulter la suppression de majorations actuellement liquidées à certains pensionnés.

Article 5.

1.

La disposition nouvelle exige que les versements aient été continués jusqu'à l'année à partir de laquelle la majoration de rente peut être demandée; elle pourrait donc entraîner la suppression de majorations actuellement liquidées à certains pensionnés.

2.

Le Conseil d'Etat propose pour cet article la rédaction suivante :

../..

"Article 5.- L'article 48 des mêmes lois est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 48.- § 1er. Des versements doivent, de plus, avoir été effectués au compte des personnes visées à l'article 43, jusques et y compris, soit l'année d'assurance au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 65 ans, ou celui qu'elles ont choisi pour entrer anticipativement en jouissance de la majoration de rente de vieillesse, soit l'année d'assurance précédant celle de leur décès.

.....(la suite comme au projet) .....

§ 2. Tout versement, valable pour l'application de l'article 40, § 1er, est pris en considération pour la période ou l'année correspondante visée au § 1er du présent article.

§ 3. L'obligation de versement prévue au § 1er est considérée ..... (comme au projet) .....".

Article 6.

1.

Il convient de modifier l'intitulé du Titre V.

2.

Le liminaire devrait, en conséquence, être modifié comme suit :

../..

"Article 6.- Le Titre V des mêmes lois est remplacé par les dispositions suivantes :

Titre V - De la Caisse nationale des pensions de vieillesse et de survie.

Article 61.- § 1er. Il est institué auprès du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, une caisse nationale des pensions de vieillesse et de survie.

Cette Caisse est un établissement public doté de la personnification civile et soumis au contrôle de la Cour des Comptes. Le Roi en règle l'organisation et le fonctionnement."

3.

La rédaction des §§ 2, 3, 4 et 5 serait plus heureuse comme suit :

"§ 2. La Caisse nationale assume le paiement :

1° des majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins, pour le compte du "Fonds de dotation pour les pensions de guerre, les majorations de rente de vieillesse et de veuve et les allocations d'orphelins";

2° des suppléments prévus aux articles 90 à 92 des présentes lois coordonnées, pour le compte de l'Etat;

3° des compléments de majoration de rente de veuve et d'allocation d'orphelins, pour le compte du "Fonds des veuves et des orphelins";

../..

4° des compléments de pension de vieillesse et de survie accordés aux employés et aux veuves d'employés, pour le compte du "Fonds d'allocations pour employés";

5° des compléments de pension de vieillesse et de survie accordés aux ouvriers et aux veuves d'ouvriers, pour son compte propre;

6° éventuellement des prestations accordées en cas de vieillesse ou de décès prématuré, par les législations des pays avec lesquels la Belgique a conclu une convention d'assimilation ou d'union économique, pour le compte d'institutions étrangères.

§ 3. La Caisse nationale est chargée :

1° d'émettre, suivant les conditions et modalités à fixer par le Roi et avec l'autorisation du Ministre des Finances, des emprunts en vue de financer les dépenses prévues aux 2° et 3° du paragraphe 2;

2° de payer les intérêts et de rembourser le capital de ces emprunts.

Les emprunts sont garantis par l'Etat. Les titres qui les représentent portent les visa du Trésor et de la Cour des Comptes; les signatures à y apposer sont remplacées par des griffes. Les frais de confection et d'émission des titres sont à charge de la Caisse.

Le Roi peut exonérer de tous impôts cédulaires, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes, les coupons des titres des emprunts de la Caisse et les primes de remboursement.

../..

Le Ministre des Finances peut accorder à la Caisse des avances du Trésor, à six mois d'échéance au plus. Ces avances doivent être remboursées au moyen du produit des emprunts prévus au présent paragraphe.

§ 4. La Caisse nationale dispose ..... (comme au projet, sous réserve d'écrire :
" 8° les emprunts prévus au § 3.") .....

§ 5. La Caisse nationale tient une comptabilité distincte pour chaoune des catégories de dépenses visées au § 2.

Elle ne peut se faire ouvrir ..... (la suite comme au projet) .....

Article 7.

Pas d'observations.

Article 8.

1.

Les dispositions destinées à être groupées dans un titre IX sous l'intitulé : "Dispositions transitoires" n'ayant pas ce caractère, le Conseil d'Etat est d'avis que l'adjectif "transitoires" ne peut convenir à les définir.

2.

Le Conseil d'Etat propose d'employer, dans tous les articles du titre IX, l'indicatif présent, afin de

../..

mettre ces dispositions en concordance avec les autres articles des lois coordonnées qui emploient ces mode et temps.

3.

Le nouvel article 92 des lois coordonnées a pour but de maintenir aux intéressés le bénéfice de l'article 3 de l'arrêté du Régent du 23 avril 1949, qui est abrogé d'autre part, tout en réduisant de moitié le montant de l'allocation pour l'homme marié qui est séparé de fait de son épouse.

4.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger ainsi qu'il suit les articles 90, 91 et 92 nouveaux des lois coordonnées :

"Article 90.- Les bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse, lorsqu'ils jouissent d'un complément de pension de vieillesse ou de survie, touchent, à titre de supplément annuel et à charge de l'Etat, une somme égale au montant de la majoration de rente de vieillesse qui leur est payée.

Lorsqu'ils ne jouissent pas d'un complément de pension de vieillesse ou de survie, ce supplément est porté à deux fois le montant de la majoration de rente de vieillesse qui leur est payée.

Article 91.- § 1er. Les personnes qui bénéficient des dispositions de l'article 90 et qui jouissent, en outre, d'une majoration de rente de veuve en application des lois coordonnées,

touchent, à titre de supplément annuel et à charge de l'Etat, une somme égale au montant de cette majoration de rente de veuve___ lorsqu'elles jouissent d'un complément de pension de vieillesse ou de survie.

Lorsqu'elles ne jouissent pas de ce complément de pension de vieillesse ou de survie, le supplément est porté à deux fois le montant de la majoration de rente de veuve qui leur est payée.

§ 2. Les bénéficiaires d'une majoration de rente de veuve qui ne sont pas visées au § 1er et les bénéficiaires d'une allocation d'orphelin touchent, à titre de supplément annuel et à charge de l'Etat, une somme égale au montant de la majoration de rente de veuve ou de l'allocation d'orphelin qui leur est payée.

Article 92.- Outre le supplément prévu à l'article 90, 2°, les bénéficiaires de cette disposition reçoivent une somme annuelle de 2.400 francs s'il s'agit d'un homme marié qui n'est pas séparé de fait de son épouse, et de 1.200 francs s'il s'agit d'un autre bénéficiaire.

Outre le supplément prévu à l'article 90, § 1er, 2°, les bénéficiaires de cette disposition, auxquelles la majoration de rente de vieillesse n'a pu être accordée en application de l'article 37 des lois coordonnées, reçoivent une somme annuelle de 1.200 francs.".

../..

Article 9.

Les articles 39, 59, 60, 6°, alinéa 3, et 79, des lois coordonnées mentionnent la "Caisse nationale des majorations de rente de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelins". Le projet a pour but, notamment, de modifier cette dénomination. Il y aurait lieu, dès lors, d'introduire dans ces articles la nouvelle dénomination.

Article 10.

Dans l'article 10, 1°, du projet, le Conseil d'Etat propose de mentionner l'intitulé complet des lois coordonnées :

"Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées le 12 septembre 1946".

Article 11.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 11 du projet ainsi qu'il suit :

Article 11.-

Le Roi peut coordonner les dispositions des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré avec les modifications expresses ou implicites que ces lois ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et les numérotations des titres,

../..

chapitres, sections et articles des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions;

2° modifier les références contenues dans les lois et arrêtés à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° modifier la rédaction du texte néerlandais en vue d'assurer une terminologie uniforme.

La coordination portera l'intitulé suivant :

"Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées le ..... (date de l'arrêté de coordination).".

- - - - - - -

Over het ontwerp zijn volgende opmerkingen te maken:

Titel.

De titel zou als volgt dienen gewijzigd :

" Ontwerp van wet tot wijziging der samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.".

Artikel 1.

1.

De Raad van State stelt voor in de inleiding bij de opsomming der wijzigende bepalingen de volgende orde in acht te nemen :

"..... samengeordend bij besluit van de Regent van 12 September 1946 en gewijzigd bij de besluitwetten van 8 Januari en 25 Februari 1947 en de wet van 1 Juli 1948, wordt door volgende bepaling .....".

2.

In het nieuw artikel 6 wordt het geval van ziekte niet meer vermeld, daar dit geregeld wordt door de reglementaire bepalingen betreffende de verzekering tegen ziekte en invaliditeit

.../...

Artikel 2.

De Raad van State beveelt de volgende redactie aan voor het inleidend gedeelte en voor het eerste lid van het nieuw artikel 22 :

"Artikel 2.- Artikel 22 derzelfde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 22.-Ieder persoon die krachtens het bepaalde in Titel 1 niet verplicht verzekerd is,kan, van de leeftijd van zes jaar af, stortingen doen met het doel en onder de voorwaarden als bepaald in artikel 17.

.....(verder zoals in het ontwerp) .....".

Artikel 3.

De Raad van State stelt voor,dit artikel als volgt te stellen :

"Artikel 3.- Artikel 40, § 1, B, laatste lid, van dezelfde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :
De verzekeringsplichtigen krachtens de wet betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden kunnen de bijslag op de ouderdomsrente, zonder onderzoek naar hun middelen van bestaan,slechts bekomen, mits zij bewijzen dat hun gemiddelde bezoldiging niet hoger is geweest dan 120.000 frank per jaar, voor de vijf jaren die voorafgaan aan dat tijdens hetwelk zij de leeftijd van 65 jaar of van 60 jaar hebben bereikt, naargelang het om een man of om een vrouw gaat, of, indien zij alle beroepswerkzaamheid vóór die leeftijd hebben stopgezet, aan het jaar tijdens hetwelk dit werk een einde heeft genomen.".

.../...

Artikel 4.

1.

In het 3° van het nieuw artikel 41 dient men van elke zin een afzonderlijke paragraaf te maken.

2.

De Raad van State stelt voor in de Franse tekst derzelfde bepaling het woord "inclus" door "y compris" te vervangen, ten einde deze tekst met die van het nieuw artikel 48 te doen overeenstemmen.

3.

Krachtens de thans geldende teksten is er vermoeden van betaling ten aanzien van de stortingen gedaan gedurende de verzekeringsjaren 1932-1933, 1933-1934 en 1939-1940 tot 1940-1945.

Het ontwerp beperkt dit vermoeden tot de gevallen waar in de verzekerde bewijst dat hij loonarbeider, werkloos of ziek is. Hieruit zou kunnen volgen dat bijslagen, welke thans aan zekere gepensionneerden worden uitgekeerd, afgeschaft worden

Artikel 5.

1.

Volgens de nieuwe bepaling moeten de stortingen verder gedaan zijn tot het jaar vanaf hetwelk de rentebijslag kan aangevraagd worden; dit zou dus de afschaffing kunnen medebrengen van bijslagen, welke thans aan zekere gepensionneerden worden uitgekeerd.

.../...

2.

De Raad van State stelt voor dit artikel de volgende redactie voor :

"Artikel 5.- Artikel 48 derzelfde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 48.- § 1. Bovendien moeten, voor rekening van de in artikel 43 bedoelde personen, stortingen zijn verricht tot en met, hetzij het verzekeringsjaar gedurende hetwelk zij bereiken de leeftijd van 65 jaar, of die welke zij hebben gekozen voor de vervroegde ingenottreding van de ouderdomsrentebijslag, hetzij het verzekeringsjaar dat aan het jaar van hun overlijden voorafgaat.

..... (voorts zoals in het ontwerp) .....

§ 2. Elke voor de toepassing van artikel 40, § 1, geldige storting wordt in aanmerking genomen voor de overeenstemmende periode of het overeenstemmend jaar, bedoeld in § 1 van dit artikel.

§ 3. De in § 1 bepaalde verplichting tot storten wordt als vervuld beschouwd zo per periode van vijf verzekeringsjaren in het geheel slechts één storting ontbreekt of ontoereikend is. De periode gaande van 1 Januari 1926 tot het verstrijken in 1934 van de maand waarin de geboorte van de verzekerde verjaart, ... (voorts zoals in het ontwerp) ..... ".

Artikel 6.

1.

Het opschrift van Titel V dient gewijzigd te worden.

.../...

2.

Het inleidend gedeelte stelle men dan ook als volgt :

"Artikel 6.- Titel V derzelfde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Titel V - Nationale Kas voor ouderdoms- en overlevingspensioenen.

Artikel 61.- § 1. Bij het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een Nationale Kas voor ouderdoms- en overlevingspensioenen opgericht.

Deze Kas is een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid en staat onder het toezicht van het Rekenhof. De Koning regelt de inrichting en werking er van.".

3.

Een betere redactie voor de §§ 2, 3, 4 en 5 zou luiden als volgt :

"§ 2. De Nationale Kas neemt op zich de uitkering :

1° van de bijslagen op de ouderdoms- en weduwrente en van de wezentoelagen, voor rekening van het "Dotatiefonds voor oorlogspensioenen, ouderdoms- en weduwrentebijslagen en wezentoelagen";

2° van de bijslagen bedoeld in de artikelen 90 tot 92 van deze samengeordende wetten, voor rekening van de Staat;

3° van de aanvullende weduwrentebijslagen en wezentoelagen, voor rekening van het "Fonds voor weduwen en wezen";

.../...

4° van de aan de bedienden en aan de weduwen van bedienden toegekende aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen, voor rekening van het "Toelagenfonds voor bedienden";

5° van de aan de werklieden en aan de weduwen van werklieden toegekende aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen, voor eigen rekening;

6° eventueel, van de prestaties in geval van ouderdom of van vroegtijdige dood verleend door de wetgevingen der landen waarmee België een verdrag tot gelijkstelling of van economische unie heeft gesloten, voor rekening van buitenlandse instellingen.

§ 3. De Nationale Kas is er mede belast :

1° volgens de voorwaarden en modaliteiten welke de Koning bepaalt en met de toestemming van de Minister van Financiën, leningen uit te schrijven ten einde de uitgaven, bedoeld in 2° en 3° van de tweede paragraaf, te financieren;

2° de interesten uit te betalen en het kapitaal van deze leningen terug te betalen.

De leningen zijn door de Staat gewaarborgd. De desbetreffende effecten dragen de visa van de Schatkist en van het Rekenhof; de er op te plaatsen handtekeningen worden door naamstempels vervangen. De aanmaak- en uitgiftekosten der effecten zijn ten laste van de Kas.

.../...

De Koning kan de effecten-coupons van de leningen der Kas en de terugbetalingspremiën vrijstellen van alle huidige en toekomstige cedulaire belastingen, ten voordele van de Staat, de provinciën en de gemeenten.

De Minister van Financiën kan Thesaurievoorschotten met een vervaltijd van maximum zes maanden aan de Kas toestaan Die voorschotten moeten door middel van de opbrengst der leningen, in deze paragraaf bedoeld, worden terugbetaald.

§ 4. De Nationale Kas beschikt ... (zoals in het ontwerp, behoudens wat betreft het 8°, dat dient te luiden als volgt :

"8° de leningen, in § 3 bepaald ") ...

§ 5. De Nationale Kas houdt voor elke categorie van uitgaven, in § 2 bedoeld, een bijzondere boekhouding.

Zij kan slechts .....
(voorts zoals in het ontwerp).".

Artikel 7.

Bij dit artikel zijn geen opmerkingen te maken.

Artikel 8.

1.

Vermits de bepalingen die in Titel IX onder het opschrift : "Overgangsbepalingen" worden samengebracht, zodanig karakter niet hebben, is de Raad van State van advies dat men ze bezwaarlijk die benaming geven kan.

.../...

2.

De Raad van State stelt voor in alle artikelen van Titel IX de tegenwoordige tijd (aantonende wijze) te gebruiken ten einde die bepalingen te doen overeenstemmen met de overige artikelen der samengeordende wetten welke in die tijd en wijze zijn gesteld.

3.

Het nieuw artikel 92 der samengeordende wetten strekt er toe de belanghebbenden voort in aanmerking te laten komen voor artikel 3 van het besluit van de Regent van 23 April 1949, welk artikel trouwens opgeheven wordt, en tevens de bijslagen ten bate van de man die van zijn echtgenote feitelijk gescheiden is met de helft te verminderen.

4.

De Raad van State stelt voor, de nieuwe artikelen 90, 91 en 92 van de samengeordende wetten te doen luiden als volgt :

"Artikel 90.- De gerechtigden op een ouderdomsrentebijslag ontvangen als jaarlijkse bijslag en ten laste van de Staat, wanneer zij een aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen genieten, een som waarvan het bedrag gelijk is aan dat van de hun uitgekeerde ouderdomsrentebijslag.

Genieten zij geen aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen, dan wordt die bijslag verhoogd tot tweemaal het bedrag van de hun uitgekeerde ouderdomsrentebijslag.

Artikel 91. § 1. De personen die in aanmerking komen voor het bepaalde in artikel 90 en bovendien, bij toepassing van de samengeordende wetten, een weduwrentebijslag genieten, ontvangen als jaarlijkse bijslag en ten laste van de Staat een som waarvan het bedrag gelijk is aan dat van deze weduwrente-

./...

bijslag, wanneer zij een aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen genieten.

Genieten zij dit aanvullend ouderdoms- of overlevingspensioen niet, dan wordt de bijslag verhoogd tot tweemaal het bedrag van de haar uitgekeerde weduwrentebijslag.

§ 2. De in § 1 niet bedoelde gerechtigden op een weduwrentebijslag en de gerechtigden op een wezentoelage ontvangen als jaarlijkse bijslag en ten laste van de Staat, een som waarvan het bedrag gelijk is aan dat van de hun uitgekeerde weduwrentebijslag of wezentoelage.

Artikel 92.- Benevens de bijslag bepaald in artikel 90, 2°, ontvangen zij die voor deze bepaling in aanmerking komen een jaarlijkse som van 2.400 frank wanneer het een man betreft die niet van zijn echtgenote feitelijk gescheiden is, en van 1.200 frank wanneer het een ander gerechtigde betreft.

Benevens de bijslag bepaald in artikel 90, § 1, 2°, ontvangen zij die voor deze bepaling in aanmerking komen en aan wie, bij toepassing van artikel 37 der samengeordende wetten geen ouderdomsrentebijslag kon worden verleend, een jaarlijkse som van 1200 frank.".

Artikel 9.

In de artikelen 39, 59, 60, 6°, derde lid, en 79 van de samengeordende wetten is sprake van "Nationale Kas voor Ouderdoms- Weduwrentebijslagen en Wezentoelagen". Het ontwerp heeft onder meer tot doel deze benaming te wijzigen. In de vermelde artikelen zou men dan ook de nieuwe benaming moeten opnemen.

Artikel 10.

De Raad van State stelt voor, in artikel 10, 1°, van het ontwerp de volledige titel der samengeordende wetten te vermelden :

./...

"Wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, samengeordend op 12 September 1946".

Artikel 11.

De Raad van State stelt voor, artikel 11 van het ontwerp te doen luiden als volgt :

Artikel 11.

De Koning kan de bepalingen van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood samenordenen met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen welke in deze wetten zijn of zullen zijn aangebracht op het ogenblik waarop de samenordening geschiedt.

Daartoe kan hij :

1° de volgorde en nummering der titels, hoofdstukken, afdelingen en artikelen van de samen te ordenen wetten wijzigen en ze volgens andere indelingen hergroeperen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de samen te ordenen wetten en artikelen wijzigen, ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;

3° met het oog op eenvormigheid in de terminologie, de redactie van de Nederlandse tekst wijzigen.

Aan de samenordening zal volgende titel worden gegeven :

"Wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, samengeordend op ..... (datum van het samenordeningsbesluit)."

Artikel 12.-

Deze wet treedt 1 Januari 1951 in werking.

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1950. De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.